

SNCA

Certifiés, Agrégés e.i.L. **C**onvergence

Françoise Roche
Secrétaire Générale

5, rue Clisson 75013 PARIS / T 0684572075 / T 0153940753

FR41@wanadoo.fr / gc.roche@orange.fr

www.snca-nat.fr

COMMUNIQUE

Déni, provocation et trahison

Comme on pouvait s'y attendre, le ministère de l'Education Nationale minimise la participation à la mobilisation du 19 mai 2015 contre son projet de réforme du collège. Or cette mobilisation, comparée aux précédentes sur des revendications fourre-tout, est plus qu'estimable.

D'abord l'unité syndicale n'y a pas fait défaut. Ce qui montre que les actions ciblées et demandées par le terrain ont plus de poids que les cogitations politico-syndicales des appareils non seulement pour favoriser les mouvements unitaires mais aussi pour y entraîner les personnels.

Pour accompagner ce déni ministériel concernant l'importance du mouvement, il y a la provocation de la publication immédiate des décret et arrêté d'application d'une loi dont le contenu est rejeté par les personnels enseignant en collège, une partie non négligeable de la représentation nationale et une majorité de l'opinion publique. Certes, Madame le Ministre promet qu'il y aura concertation avec les personnels concernant la mise en place de sa réforme du moins en ce qui concerne sa mise en œuvre et les programmes mais surtout pas sur l'abandon de certaines disciplines ou sur les restrictions horaires : curieuse méthode pédagogique ... Que dirait-on d'un professeur qui noterait un exercice d'abord et expliquerait seulement ensuite l'application auquel il correspond ? Madame le Ministre et la majorité gouvernementale imposent d'abord, quitte ensuite à mettre quelques points et virgules au texte voté.

Si le SNCA e.i.L. Convergence a appelé à cette mobilisation, c'est d'abord parce que la réforme du collège projetée est sous-tendue par l'idée qu'il faut que l'Education Nationale apporte sa contribution à la politique d'austérité. **En donnant moins d'heures d'enseignement aux collégiens, ce sont des heures profs qui sont économisées.** La réforme des rythmes scolaires en primaire répond d'ailleurs à la même logique : plus de temps passé à l'école non pour plus d'enseignement mais pour contraindre les municipalités appelées à financer les activités périscolaires à compenser par ce biais le tarissement volontaire des subventions d'Etat. **La République a cependant confié à l'Etat l'instruction, l'éducation et la formation de la jeunesse.**

L'autonomie supplémentaire donnée aux principaux de collège est une autre manière de faire des économies aux dépens des élèves ; si la répartition de la dotation globale horaire se fait de travers (par exemple des heures d'allemand plutôt que des heures d'anglais), gare au devenir des carrières de Mesdames et Messieurs les Principaux !

La dimension idéologique de la réforme est également mise en cause par la mobilisation du 19 mai. Au lieu de s'interroger sur la finalité et la pertinence du collège – vaste question qui depuis la création du collège obligatoire par René HABY en 1975 n'a jamais été résolue puisque jamais posée - le discours égalitariste, voire misérabiliste de

Madame le Ministre, du Premier Ministre, du Chef de l'Etat pour justifier cette réforme, sera contrebattu par les faits : il y aura **moins de transmission des savoirs, moins d'accès à la culture, moins d'implication dans l'histoire nationale** (par exemple, l'apport des Lumières à cette histoire devient un enseignement facultatif*...) En fait, l'égalité des droits de tous les enfants vivant sur le territoire national à l'accès aux savoirs devient inégalité des **droits à accéder aux connaissances qui forgent le sentiment national et l'adhésion aux valeurs de la République.**

Que le gouvernement de Manuel VALLS fasse une politique économique et sociale de droite est de plus en plus évident. En matière éducative, s'y ajoute ce que la droite quand elle est au pouvoir se retient parfois de faire : une politique anti-républicaine. Mais le tandem HOLLANDE-VALLS, assisté de la petite main VALLAUD-BELKACEM, n'hésite pas à l'imposer et à la pratiquer..

Et ça s'apprête à faire des grands discours à l'occasion de l'entrée au Panthéon des cendres malheureuses de Jean ZAY !

Jean ZAY : un laïque, un républicain, un patriote, un homme de grande culture qui, lui, a donné plus d'école à la jeunesse française.

Jean ZAY qui fut avec Jules FERRY le plus grand ministre en charge de l'Instruction, de l'Enseignement public et de l'Education Nationale de toute l'histoire de la République.

Voilà ce que la réforme VALLAUD-BELKACEM prétend mettre au rebut !

Puisse la mobilisation du 19 mai contre cette initiative anti-républicaine et anti-nationale être l'annonce du retour des personnels de l'Education Nationale dans la lutte pour sauver, faire vivre et grandir l'Ecole de la République !

Capitalismus delendus est.

** Dans la mesure où le Siècle des Lumières engendre la Révolution Française, dans la mesure aussi où, dans le débat sur l'identité nationale, le clivage sur l'appartenance ou non à la communauté nationale se pose selon qu'on adhère ou non à l'héritage de la Révolution Française, l'évacuation par un gouvernement de la République de la genèse de la Révolution en dit long sur sa capacité à incarner les idéaux et les valeurs de la République.*